



**PRÉFET  
DE LA RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Service de prévention des risques et environnement  
industriels  
2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
97743 Saint-Denis Cedex 9

Saint-Denis, le 27 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EDF-PEI SAS**

Tour BP 6  
20 place de la défense  
92800 Puteaux

Références : SPREI/PRCT/UAPI/CC/OM/2026-0139  
Code AIOT : 0007101355

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/12/2025 dans l'établissement EDF-PEI SAS implanté Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port. L'inspection a été annoncée le 27/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection réactive a été diligentée à la suite du déclenchement du POI de l'établissement EDF-PEI le samedi 27 décembre vers 6h00. Ce déclenchement a été motivé par un départ de feu dans la cellule moteur n°10.

Après la détection du départ de feu, l'arrêt d'urgence du moteur a été activé pour arrêter le groupe afin de limiter la propagation du feu et pour protéger l'installation.

Il n'y a pas eu de déclenchement de la protection automatique du fait que l'incendie a été constaté et attaqué avant qu'il ne prenne de l'importance et ne déclenche la protection par sprinklers. Le feu a été éteint par arrosage à l'eau puis poursuite de l'arrosage pour le refroidissement du turbo et du moteur.

Aucun émulseur n'a été utilisé pour l'occasion.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF-PEI SAS
- Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port
- Code AIOT : 0007101355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF-PEI Port-Est exploite, sur le territoire de la commune du Port, une centrale de production d'électricité constituée de 12 groupes moteur-alternateur totalisant une puissance électrique totale maximale de 225,6 MWth (515,8 Mwth). La centrale du Port assure environ 40% de la production d'électricité de l'île.

Cette production était historiquement assurée par la combustion de fioul lourd TBTS (FO2) et de fioul domestique (FOD) jusqu'en septembre 2023. Le site a fait l'objet de travaux échelonnés durant toute l'année 2023 en vue de sa conversion énergétique à un combustible liquide 100% issu de biomasse (EMAG) : cette conversion est effective sur tous les groupes moteurs depuis octobre 2023.

Le site est désormais encadré par :

- l'arrêté cadre n°2017-523 du 23 mai 2017 reprenant l'ensemble des prescriptions applicables aux installations et intégrant les dispositions liées aux risques accidentels et aux grandes installations de combustion ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE, délivré le 14 novembre 2022, relatif à la transition énergétique de la centrale, pour son fonctionnement avec de la biomasse liquide.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A la suite de la détection d'un départ de feu, l'exploitant a déclenché le POI de l'établissement. L'intervention des opérateurs a permis de maîtriser rapidement l'incendie.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à l'obligation de déclaration d'accident et a transmis le rapport circonstancié prescrit par le code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

<p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport circonstancié d'accident le 30 décembre 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Lorsque les causes précises de l'incendie auront été déterminées, l'exploitant les transmettra à l'inspection des installations classées et indiquera les mesures préventives éventuellement mises en application.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>